

«Les élus politiques sont mal à l'aise à l'approche du G8»

Olivier Fillieule prépare une étude sur les manifestations et le dispositif sécuritaire durant le G8.

Des étudiants lausannois, genevois et parisiens défilèrent durant les mobilisations anti-G8. Pas pour protester contre la rencontre d'Evian mais plutôt pour réaliser une enquête auprès des militants. Professeur à l'Université de Lausanne, Olivier Fillieule figure parmi les enseignants à l'origine de cette étude. A quelques semaines du début du Sommet, il ne cache pas une certaine inquiétude.

- Les manifestations sont-elles devenues plus violentes depuis ces dernières années?

- Pas du tout. Statistiquement, la violence contestataire était plus importante dans les années 60-70. Depuis le début des années 80, les violences sur les personnes ou les biens ont baissé et c'est justement parce qu'elles se font plus rares que leur éventuelle survenance est moins bien tolérée et difficilement comprise par le public.

- Le public ne condamne-t-il pas forcément les auteurs des actes violents?

- Prenez les agriculteurs. Ils ont souvent recours à des formes d'action violente (saccages, déprédation du mobilier urbain, déversement de purin). Pour autant, il ne viendrait pas à l'esprit ni des commentateurs patentés ni du public de traiter ces groupes de "casseurs professionnels". De la même manière, les violences liées aux supporters, si elles sont condamnées, ne font pas l'objet d'une stigmatisation aussi forte que celle qui s'attache aux manifestations antimondialisation. Bref, c'est la légitimité des groupes qui définit les marges de tolérance laissées aux groupes contestataires. A ce travail de stigmatisation, les médias ont une responsabilité dans cette stigmatisation. Ils ont du mal à le reconnaître car ils sont enfermés dans le paradoxe de devoir vendre et de devoir se conformer à un code de bonne conduite.

- Pourquoi la violence liée aux altermondialistes est-elle selon vous mal perçue?

- Nous sommes depuis plus de dix ans, sur le continent, dans une logique de criminalisation des mouvements sociaux: cela contribue à délégitimer toute une série de causes et d'actions, dont les activités des antimondialistes. Parler de criminalisation renvoie à au moins deux aspects. D'une part une présentation par les médias de ces mouvements en termes univoques et dévalorisants: parmi les activités mises en place par les anti-G8 à l'occasion d'Evian (colloques, conférences, réunions d'information, fêtes...), pratiquement seuls les dérapages possibles ont retenu l'attention.

- D'autre part, il est arrivé que la stratégie même des autorités politiques ait visé à faire déraiser les manifestations pour mieux les réprimer. Ce fut le cas à Gênes. Ce n'est pas à l'ordre du jour pour Evian. Pourtant il y a une réelle impréparation à l'approche du G8?

- Le maintien de l'ordre en démocratie se fonde sur trois principes: le retardement des interventions, la mise à distance des manifestants au moyen de techniques (barrages, canons à eau, grenades lacrymogènes) et enfin la reconnaissance de la légitimité des manifestants à descendre dans la rue. Cette philosophie d'engagement ne peut fonctionner que si elle s'appuie sur une chaîne de commandement claire et une organisation hiérarchique sans faille. En Suisse, du fait de la moindre fréquence des événements de rue, la préparation est moins aboutie que chez ses voisins.

Mais surtout, en raison de la structure cantonale de la police, elle est peu adaptée à la gestion des grands services d'ordre, violents ou pas. La diversité des forces implique une structure de commandement plus difficile à mettre en place. Même si, tardivement, Pierre Aeppli a été chargé de cette coordination, il n'est pas sûr qu'il puisse travailler dans les conditions les meilleures, faute de temps notamment.

- Les élus politiques semblent aussi improviser la préparation de l'événement?

- Ils sont sans doute mal à l'aise, car ils sont les mieux placés pour savoir quels sont les risques potentiels. C'est sans doute du fait de ce désarroi qu'une dotation en matériel exceptionnellement généreuse a été accordée aux forces de police.

- La structure du mouvement altermondialiste ne complique-t-elle pas les efforts d'organisation?

- Le mouvement anti-G8 ne marche pas comme un seul homme. Il ne connaît pas de structuration hiérarchique et les différents groupes qui y participent, s'ils s'accordent sur un grand nombre de revendications, ne sont pas forcément d'accord sur les manières de les défendre et sur les priorités de la lutte. Beaucoup privilégient une organisation horizontale qui rend difficile la désignation de porte-parole et donc d'interlocuteurs facilement identifiables. C'est là la rançon d'une volonté d'appliquer dès maintenant un projet politique alternatif. Cela dit, nous n'en savons pas encore assez sur eux, c'est pourquoi nous attendons beaucoup de cette étude en cours. Fedele Mendicino